



SYNTHÈSE DES DISCUSSIONS
JANVIER 2024

Subventions néfastes et la Méditerranée : Équilibrer durabilité environnementale, économie et équité

**Synthèse par Pauline Simon,
Christelle El Selfani et
Constantin Tsakas**



Introduction

Comme l'a souligné Guillaume Sainteny, président du Plan Bleu, les subventions néfastes pour l'environnement sont un sujet d'importance vitale pour le Plan Bleu, et l'organisation prévoit de continuer à travailler structurellement sur cette question. Ce sujet a émergé il y a quelques années, poussé par des institutions telles que l'OCDE, le FMI, la Banque mondiale, le PNUE/PAM, le PNUD et l'UE. Cela est dû au fait que le montant de ces subventions est considérable, notamment pour les combustibles fossiles. Selon la méthode de calcul, elles pourraient atteindre 5 300 milliards de dollars US et leur coût est en augmentation.

Il a ajouté qu'avec leur élimination, un quart des émissions de CO2 pourrait être réduit, accompagné de bénéfices associés significatifs. Le soutien public peut parfois être légitime (pour protéger des secteurs stratégiques), mais la manière d'apporter ce soutien peut évoluer. Différentes méthodes de compensation existent, certaines permettant de préserver efficacement le pouvoir d'achat des ménages. Face aux défis actuels, le programme de travail du Plan Bleu s'affirme comme une initiative complète. Il vise à disséquer les subventions néfastes, à fournir des recommandations politiques basées sur des preuves, et à sensibiliser les décideurs et les parties prenantes.

Après l'ouverture, Constantin Tsakas, chargé de programme sur l'analyse socio-économique et l'économie bleue au Plan Bleu, a présenté comment les papiers sélectionnés par Plan Bleu couvrent des sous-thèmes variés et complémentaires, notamment la pêche, le tourisme, l'énergie, l'eau, l'inclusion sociale et les questions de suivi. Il a souligné que ces papiers, sélectionnés via un appel à soumissions ouvert, sont conçus pour communiquer efficacement des recommandations afin de favoriser la réforme des subventions. Il a présenté chaque document individuel et a donné la parole aux auteurs pour qu'ils présentent leurs premières versions, qui seront finalisées après l'événement.

Document 1. Les subventions à la pêche et leurs impacts sur les écosystèmes marins en Turquie : Passé, présent et avenir (Nazli Demirel, Pinar Ertör-Akyazi, Taner Yıldız)



Résumé : Ce papier examine la relation complexe entre les subventions à la pêche et leur impact sur les écosystèmes marins de la Turquie, en mettant l'accent sur l'identification des subventions qui contribuent à la surpêche, à la surcapacité et aux pratiques non durables. Comblant un manque de connaissances locales, notamment dans les régions méditerranéennes, l'étude offre des perspectives uniques sur les complexités du secteur de la pêche en Turquie.

Commentaires reçus : Le document est bien structuré et offre une bonne vue d'ensemble de la relation complexe entre les subventions à la pêche et leur impact sur les écosystèmes marins de la Turquie, avec un accent particulier sur l'identification des subventions néfastes. Il montre comment la dépendance actuelle aux subventions qui augmentent la capacité et les plans de gestion inefficaces ont conduit à une surexploitation des ressources marines. Il propose finalement un changement vers des subventions favorisant la conservation et les pratiques de pêche responsables. Le document propose un ensemble complet de recommandations, mais pourrait bénéficier de quelques ajouts.

Synthèse des questions-réponses :

- En réponse à une question sur la classification des subventions, l'auteure a fourni une explication détaillée, soulignant la nécessité de passer des subventions qui augmentent la capacité à celles qui visent à préserver la biodiversité et l'environnement. L'auteure a reconnu l'existence de telles subventions, mais a souligné l'importance de leur ampleur, suggérant la nécessité de plus grands efforts dans cette direction. Constantin Tsakas a également interrogé sur la possibilité d'étendre la classification au-delà de la surpêche, en incluant des variables telles que l'environnement, le changement climatique et l'inclusivité.
- Rym ben Saad a soulevé une question importante concernant l'écart entre les pays développés et les pays en développement en ce qui concerne les subventions bénéfiques. L'auteure a mis en lumière les défis liés à l'accès aux données dans les pays en développement, en particulier dans le cadre de ses recherches sur la Turquie. Le problème de transparence est apparu clairement, car elle a souligné que les pays développés fournissent généralement des données plus détaillées et accessibles, ce qui influence la capacité à analyser efficacement les types de subventions.
- Répondant aux commentaires de Samir Maliki sur les accords internationaux pour la pêche, l'impact des subventions sur les pratiques de pêche et la prévalence des activités informelles dans le secteur de la pêche en Turquie, l'auteur a relié ces aspects aux types de subventions octroyées. Constantin Tsakas a approfondi la question du message implicite véhiculé par les subventions, notamment en ce qui concerne la pêche en dehors de la zone économique exclusive (ZEE) d'un pays, ce qui a amené l'auteure à reconnaître la complexité de la situation, comme les différences technologiques et qualitatives dans les navires de pêche industriels.
- Arnaud Terrisse (Plan Bleu) a exploré la présence de navires étrangers dans les eaux turques et s'est interrogé sur le lien entre les subventions et ce phénomène. L'auteure a trouvé la question intéressante et s'est engagée à approfondir cet aspect, montrant sa volonté d'explorer de nouvelles dimensions du problème.
- Les préoccupations de Karine Moukaddem concernant les pertes d'emplois potentielles lors de la transition des subventions néfastes vers les subventions bénéfiques ont également poussé l'auteure à souligner l'importance des données à long terme pour comprendre les changements écologiques. Elle a souligné les défis à observer des impacts immédiats et la nécessité de données écologiques locales pour une analyse complète. Constantin Tsakas a ajouté des questions sur la politique de subvention de la Turquie par rapport à des pays de niveau de développement similaire et les types de politiques plus intelligentes qui pourraient être adoptées.
- Une question posée en ligne par le public portait sur la réforme de l'UE qui a conduit au changement de subventions. L'auteure a fourni un calendrier succinct, soulignant la réforme de 2013 et l'accord récent entre l'Organisation mondiale du commerce et la Commission

européenne en 2023. Constantin Tsakas a attiré l'attention sur l'aspect de la coopération internationale.

- La question de Samson Bellières (Plan Bleu) sur le lien entre les subventions pour l'aquaculture et la pêche a incité l'auteure à reconnaître l'importance de la question. Elle a révélé sa perspective de biologiste marine et l'accent du document sur la pêche, mais a exprimé sa volonté d'explorer davantage cette relation et de l'incorporer éventuellement dans le papier.
- Les commentaires d'Antoine Lafitte (Plan Bleu) ont mis en avant la nécessité d'une nouvelle gouvernance de la pêche, du développement des compétences et de l'impact environnemental des pratiques de pêche. Il a suggéré d'explorer la collaboration à travers des organisations internationales, incitant l'auteure à envisager comment ces organisations pourraient contribuer à renforcer la coopération et à influencer les efforts d'abandon progressif des subventions.
- Enfin, une question du public sur les critères définissant des pratiques de pêche durables et non durables a amené l'auteure à admettre la facilité d'expliquer les progrès écologiques, mais la complexité de définir la durabilité sociale. Elle s'est engagée à aborder ce défi dans le document, reconnaissant la nécessité d'une approche nuancée prenant en compte à la fois les dimensions écologiques et sociales.

Document 2. Les effets antagonistes des stratégies de l'industrie du tourisme sur la gestion de l'utilisation des terres : une analyse comparative de Toulon (France) et Kusadasi (Turquie) (Vincent Monier et Myriam Ben Saad)



Résumé : Cet article vise à mettre en lumière l'impact de deux politiques touristiques différentes, en utilisant à la fois des approches géographiques et économiques. En retraçant le développement du tourisme local dans ces deux régions, l'article cherche à montrer, au-delà des changements dans l'utilisation des terres, comment un même secteur d'activité - le tourisme - peut engendrer différents risques environnementaux.

Commentaires reçus : Dans sa version actuelle, le texte fournit de nombreux détails sur les stratégies environnementales et les efforts de préservation à Toulon et Kusadasi. L'étude propose une réorientation des priorités du tourisme vers des impacts positifs. Cependant, elle n'offre pas d'informations spécifiques sur les subventions au tourisme. Vous devez aborder ce point et renforcer considérablement cette partie, comme prévu avec la validation des résultats via des entretiens semi-structurés, complétés par une analyse de la gouvernance des politiques touristiques à Toulon et Kusadasi, pour évaluer la qualité (néfaste ou bénéfique) des subventions touristiques.

Synthèse des questions-réponses :

- Les auteurs ont discuté de leur article sur la modélisation des changements d'utilisation des terres à Toulon et Kusadasi, en mettant l'accent sur le changement climatique et le tourisme.

Constantin Tsakas a salué l'analyse spatiale détaillée mais a relevé l'absence de subventions dans l'article, exhortant les auteurs à les catégoriser et à les aborder. Une approche pourrait consister à fournir des exemples de subventions connues pour contribuer à la dégradation de l'environnement dans le secteur du tourisme. Ensuite, il s'agirait d'analyser les conséquences environnementales spécifiques des subventions identifiées sur la gestion des terres (effets à long terme et cumulatifs des subventions touristiques néfastes sur l'environnement), puis d'évaluer les implications économiques de ces subventions, y compris leur rentabilité, leur retour sur investissement et leur durabilité économique globale. Enfin, il serait pertinent d'examiner les politiques existantes et d'identifier les lacunes et les domaines d'amélioration dans les cadres réglementaires actuels. Les points de vue de divers acteurs, notamment les organismes gouvernementaux, les représentants de l'industrie du tourisme et les communautés locales, devraient également être pris en compte. Tout cela permettrait de formuler des recommandations éclairées. Les auteurs ont reconnu la nécessité d'incorporer davantage les subventions dans leur article, soulignant leur rôle dans l'influence des changements d'utilisation des terres.

- Robin Degron, directeur de Plan Bleu, a souligné l'importance de prendre en compte les scénarios liés au changement climatique, en insistant sur la nécessité d'hypothèses pour modéliser le développement du tourisme en Méditerranée. Les auteurs ont reconnu la gravité de la situation et ont expliqué l'impact des changements de température sur l'utilisation des terres, en présentant des scénarios pour Kusadasi et en exprimant leurs préoccupations quant aux conséquences potentielles pour les écosystèmes et le tourisme.
- Les auteurs ont également discuté de l'approche de modélisation à l'aide d'une chaîne de Markov et de la nécessité d'évaluer les tendances à Toulon et Kusadasi. Rym Ben Saad s'est interrogée sur la construction de la chaîne de Markov, ce qui a amené Constantin Tsakas à demander une explication de la chaîne de Markov pour les lecteurs non spécialistes. Les auteurs ont expliqué la base de données, la classification de l'utilisation des terres et l'intégration des scénarios de changement climatique dans le modèle.
- Antoine Lafitte a soulevé des questions sur l'impact positif des subventions, mentionnant l'amélioration des bâtiments comme exemple. Les auteurs ont précisé que cela faisait référence à la réduction de la consommation énergétique.
- Jérémie Fosse a exprimé des inquiétudes concernant la confusion entre subventions et aides, suggérant de se concentrer sur les subventions qui affectent directement les activités touristiques. Constantin Tsakas a souligné l'importance de bien définir et classer les subventions, et a fourni des orientations pour améliorer l'article en évaluant les implications économiques et en recueillant les points de vue des parties prenantes. Les auteurs ont discuté de la nécessité de classer les subventions et de les relier à l'impact sur l'utilisation des terres.
- Sevil Acar a également soulevé des questions sur le tableau présenté, demandant des éclaircissements sur le lien entre les subventions et les résultats écologiques. Les auteurs ont expliqué l'indice comparant la France et la Turquie, en soulignant le manque de politiques climatiques au niveau local en Turquie. Ils ont insisté sur la nécessité de faire le lien entre les contextes nationaux et locaux.
- Constantin Tsakas a suggéré de lier les subventions à l'approche territoriale en France et à celle plus centralisée en Turquie.
- Nazli Demirel a évoqué le processus d'évaluation des impacts environnementaux et s'est demandé s'il pouvait être considéré comme une subvention néfaste. Les auteurs ont reconnu son impact sur l'activité touristique, notamment dans des zones comme Kusadasi avec des parcs nationaux, révélant l'interaction complexe des éléments politiques. Constantin Tsakas a salué ce point, en soulignant son importance.

Document 3. Aborder le lien entre les subventions aux combustibles fossiles et le changement climatique dans la région méditerranéenne

(Sevil Acar)



Résumé : Cette étude se concentre sur les subventions aux combustibles fossiles (SCF) dans la région méditerranéenne, en examinant leur impact sur les émissions de CO₂ à l'aide de l'inventaire de l'OCDE. Bien que la production de combustibles fossiles n'ait pas été historiquement prioritaire, de nombreux pays offrent des incitations étatiques significatives au secteur. La recherche analyse également les subventions au charbon en Turquie, visant à révéler leur corrélation avec les émissions de CO₂. Les résultats attendus suggèrent que les SCF pourraient augmenter les émissions de CO₂, compromettant les efforts d'atténuation du changement climatique. L'étude vise à guider les décideurs dans l'amélioration des outils de lutte contre le changement climatique et à promouvoir

une transition vers les énergies renouvelables dans la région.

Commentaires reçus : Document bien structuré, avec un récit clair. La partie sur les recommandations politiques pourrait être renforcée avec des suggestions plus détaillées et concrètes. Cela pourrait inclure des étapes spécifiques pour l'élimination progressive des subventions aux combustibles fossiles, en tenant compte des impacts socio-économiques potentiels, en s'inspirant des exemples internationaux réussis...

Synthèse des questions-réponses :

- Constantin Tsakas a reconnu les objectifs bien expliqués et a suggéré de se concentrer davantage sur les recommandations politiques détaillées. Il a souligné l'importance de proposer des étapes spécifiques pour éliminer progressivement les SCF et de prendre en compte les impacts socio-économiques potentiels. Il a également demandé des éclaircissements sur le constat contre-intuitif selon lequel les subventions aux consommateurs avaient un impact plus important sur les émissions que celles accordées aux producteurs. L'auteure a expliqué que, dans les pays étudiés, les consommateurs étaient les principaux bénéficiaires des subventions, ce qui contribue à l'impact environnemental négatif, et elle a souligné la nécessité d'une analyse plus approfondie.
- Un participant a posé une question sur la variation des SCF entre les pays et leur impact sur le changement climatique. Sevil Acar a répondu en soulignant l'analyse économétrique, indiquant que des subventions substantielles étaient accordées en France et en Italie, tandis qu'elles étaient plus faibles en Slovénie. Elle a indiqué qu'en moyenne, les SCF avaient un impact positif sur les émissions dans toute la région.
- Un autre participant a soulevé un point crucial concernant l'interprétation des dépenses fiscales, ce à quoi l'auteure a répondu en reconnaissant la différence et en précisant que son analyse portait sur les dépenses budgétaires directes et non sur les dépenses fiscales.
- Jeremie Fosse a interrogé sur la prise en compte de l'impact social lors de la suppression des SCF. L'auteure a précisé que l'article se concentrait principalement sur le changement climatique, mais qu'il laissait la porte ouverte pour aborder les impacts sociaux dans de futurs travaux.

- Nazli Demirel a évoqué la situation géopolitique entre l'Ukraine et la Russie, exprimant des préoccupations quant à son impact sur la sécurité énergétique et le changement climatique. L'auteure a reconnu les défis posés par cette situation, anticipant un ralentissement temporaire dans la transition vers des options énergétiques plus vertes, tout en soulignant la nécessité de reprendre les efforts.
- Karine Moukaddem a questionné les données de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), demandant si elles concernaient des subventions déflatées. L'auteure a précisé que les données étaient nominales et qu'elle avait utilisé les données du PIB en prix constants, fournissant des éclaircissements sur la méthodologie employée.
- Constantin Tsakas a suggéré d'ajouter un tableau récapitulatif à la fin de l'article, classant les SCF en fonction de leur niveau de signification, une suggestion que l'auteure intégrera dans la version finale.

Document 4. Inclusion de la main-d'œuvre féminine et politiques énergétiques dans les pays méditerranéens : preuves d'une approche méthodologique mixte (Stella Tsani, Chrysoula Chitou, Karine Moukaddem, Valentina Dedi)



Résumé : Cette étude explore l'interaction entre les politiques énergétiques et l'emploi féminin dans la région méditerranéenne, en mettant l'accent sur les subventions et les initiatives locales en faveur de l'emploi. En utilisant une méthodologie en trois étapes impliquant une revue de la littérature, une évaluation empirique et une étude de cas en Grèce, la recherche met en lumière un manque de connaissances sur le lien entre les subventions énergétiques et l'emploi des femmes dans la région. Les résultats empiriques révèlent une association négative entre les subventions aux hydrocarbures et la participation des femmes au marché du travail.

Commentaire reçu : Le document examine de manière approfondie l'intégration des femmes dans l'industrie énergétique en Méditerranée, en mettant l'accent sur l'impact des subventions énergétiques, notamment celles liées aux combustibles fossiles. La méthodologie est multifacette et les résultats suggèrent clairement que ces subventions amplifient les disparités de genre dans la main-d'œuvre énergétique, ce qui souligne l'urgence de réévaluer les stratégies de subventions énergétiques en Méditerranée. Le projet actuel doit cependant renforcer la partie des recommandations politiques.

Synthèse des questions-réponses :

- L'approche multifacette de l'étude a été saluée, Constantin Tsakas ayant reconnu la générosité des auteurs dans la couverture d'un large éventail de sujets qui auraient pu être divisés en deux articles distincts. Il a félicité l'exploration approfondie de l'impact des subventions énergétiques et la solidité de la méthodologie employée. Cependant, il a également suggéré de renforcer la section des recommandations politiques et a sollicité des exemples concrets où des approches inclusives en matière de genre avaient été mises en œuvre avec succès dans le monde entier.

- Un membre de l'audience a soulevé une question concernant la désagrégation des données en fonction des différents types d'entreprises du secteur énergétique. Les auteurs ont précisé que l'analyse reposait sur des données agrégées de l'Agence Internationale de l'Énergie, manquant de données spécifiques au niveau des entreprises pour une granularité plus fine.
- Samir Maliki a attiré l'attention sur l'utilisation du taux de chômage féminin comme variable indépendante, en proposant d'explorer des statistiques supplémentaires concernant les femmes travaillant à domicile et les niveaux d'éducation. Les auteurs ont reconnu la complexité d'inclure de telles variables, mais se sont montrés prêts à explorer l'impact du secteur informel sur l'inclusion des femmes.
- Sevil Acar a interrogé sur les bases de données utilisées pour les taux ou niveaux, en soulignant la disponibilité limitée des données sur la base de l'OCDE pour certains pays. Elle a également suggéré d'inclure des variables liées aux services de soins et aux infrastructures domestiques, soulignant leur influence potentielle sur les taux d'emploi des femmes.
- Constantin Tsakas a encouragé les auteurs à approfondir les mécanismes de suivi de la participation des femmes à la population active et à renforcer le lien avec le mandat du Plan Bleu - PNUE/PAM pour une pertinence accrue. Les auteurs ont expliqué que les mécanismes de suivi pourraient aller de l'éducation et de la connexion avec le marché du travail à la mise en œuvre législative, en prévoyant de fournir des exemples plus détaillés dans la version révisée du document.
- Rym Ben Saad a posé la question de la possibilité d'étendre l'étude à une zone plus large, à laquelle les auteurs ont répondu positivement, exprimant leur intention d'appliquer la même approche au niveau national, régional et mondial. Constantin Tsakas a suggéré une synergie potentielle entre différentes équipes de recherche.

Document 5. Alimenter l'avenir de l'Algérie : Mesurer l'empreinte des subventions aux combustibles fossiles sur la dualité nationale «stress hydrique-consommation d'énergie» (Hadjer Boulila)



Résumé : Ce document traite de la nécessité urgente d'évaluer l'impact des subventions néfastes sur l'environnement et les conditions socio-économiques dans les pays du sud de la Méditerranée, avec un accent particulier sur l'Algérie. En utilisant un modèle vectoriel autorégressif structurel (SVAR), l'étude examine comment les subventions gouvernementales à la production de combustibles fossiles affectent la rareté de l'eau et la consommation d'énergie locale. Les résultats indiquent une influence significative de ces subventions sur le stress hydrique et la consommation d'énergie, établissant une relation de causalité. La recherche vise à fournir au gouvernement algérien des stratégies éclairées pour la prise de décision.

Commentaire reçu : Le contenu est précieux, mais le document bénéficierait d'une relecture approfondie pour plus de clarté et de cohérence. La revue de la littérature est exhaustive, mais une discussion des lacunes ou des limitations des études précédentes renforcerait la justification de cette recherche. La section méthodologique est détaillée et bien expliquée, mais elle pourrait être trop technique pour les lecteurs non familiers avec les modèles économétriques. Simplifier

l'explication ou fournir un bref aperçu de la pertinence du modèle SVAR pour cette recherche pourrait être utile. La section des résultats empiriques est bien structurée, mais elle bénéficierait d'une explication plus claire des implications des résultats pour les décideurs et les parties prenantes en Algérie.

Synthèse des questions-réponses

- Constantin Tsakas a salué la solide fondation méthodologique du document, en particulier l'utilisation du modèle VAR. Toutefois, il a demandé des éclaircissements sur le choix de ce modèle spécifique et a mis en avant les limitations typiques des modèles VAR, telles que l'hypothèse de variables prédéterminées et le biais potentiel en présence de simultanéité. L'auteure a expliqué que le modèle VAR avait été choisi pour capturer l'interconnexion entre diverses variables en réponse aux outils de politique budgétaire. Elle a reconnu les limitations et a exprimé l'intention d'explorer d'autres modèles dans ses recherches futures.
- Rym Ben Saad a interrogé sur l'agrégation des variables, ce qui a poussé Hadjer à expliquer son focus sur les relations entre les subventions aux combustibles fossiles, le stress hydrique et la consommation d'énergie en raison de leur forte interconnexion dans l'économie algérienne.
- Sevil Acar a soulevé des questions sur la dépendance pétrolière de l'Algérie, les types de subventions et la disponibilité des données. L'auteure a précisé que l'Algérie dépend des importations de pétrole, et que les subventions couvrent divers secteurs, notamment le pétrole, le charbon, le gaz, l'électricité et l'eau. Les données trimestrielles sur les subventions ont été obtenues en transformant des données annuelles à l'aide d'une hypothèse logicielle.
- Vincent Monier a suggéré d'exécuter le modèle avec les recommandations politiques proposées pour observer leur impact sur les subventions, en encourageant un effet positif qui pourrait contrebalancer les subventions néfastes. L'auteure s'est dite intéressée par l'exploration de cet aspect.
- Constantin Tsakas a souligné la nécessité de recommandations politiques plus détaillées, en demandant à l'auteure de spécifier comment l'Algérie pourrait investir dans les sources d'énergie renouvelables et mettre en œuvre des incitations fiscales pour les technologies économes en eau. L'auteure a partagé des informations sur des projets en cours en Algérie, tels qu'une station solaire et des initiatives d'hydrogène vert. Constantin Tsakas a encouragé une exploration plus approfondie des différents instruments de politique pour l'Algérie.
- Un participant a proposé une note de prudence, en conseillant de prendre en compte l'impact global des recommandations politiques, en particulier concernant les terres agricoles et les externalités négatives potentielles.
- Aldo Ravazzi Duvan (Plan Bleu) a fourni des perspectives sur le contexte plus large de la réduction de la pauvreté, en soulignant l'importance d'aider les groupes vulnérables par des subventions directes et transparentes sans nuire à l'environnement. Il a cité des exemples du Maroc, du Mexique et de l'Indonésie où les subventions aux combustibles fossiles ont été remplacées par des mesures de compensation directe.

Document 6. Subventions à l'eau, dessalement et gestion durable des ressources : Preuves politiques en Algérie

(Myriam Ben Saad, Rym Ben Saad, Mourad Kertous, Abdelhadi Benghalem et Samir Baha-Eddine Maliki)



Résumé : Ce papier examine la relation complexe entre les subventions à l'énergie, le dessalement de l'eau et la durabilité dans la région, en se concentrant sur l'Algérie. En analysant les récentes réglementations sur les ressources en eau, les choix de construction d'usines de dessalement et les tendances de consommation de gaz naturel domestique, l'étude met en lumière les défis auxquels l'Algérie est confrontée pour assurer la viabilité à long terme des subventions à l'eau. En utilisant des données de la Banque mondiale, de l'Agence internationale de l'énergie atomique et sur l'utilisation domestique de l'énergie, la recherche présente des scénarios liés aux politiques de subvention et aux prix de l'eau.

Commentaire : Le texte présente une argumentation solide et un usage efficace des sources. Cependant, il est nécessaire d'être plus clair sur la méthodologie utilisée (expliquée dans la présentation, moins dans l'article) et d'expliquer les termes techniques pour les lecteurs non familiers avec le sujet. Les six scénarios tarifaires proposés (qui s'appuient sur Kertous 2022) sont très intéressants, mais doivent être davantage développés et clairement expliqués. Il serait également utile de détailler les recommandations politiques en proposant des mesures concrètes basées sur la recherche et en fournissant des stratégies d'implémentation plus détaillées.

Synthèse des questions-réponses

- La session de questions-réponses a abordé plusieurs aspects critiques de la recherche, fournissant des éclairages sur l'impact environnemental des subventions à l'eau, la méthodologie des scénarios, la faisabilité de leur mise en œuvre, l'engagement de la population et les potentiels changements de politique vers les énergies renouvelables. Constantin Tsakas a salué l'effort collaboratif de l'équipe et a souligné l'importance de prendre en compte l'impact environnemental comme inconvénient des subventions à l'eau (dans le tableau fourni), en particulier en encourageant une utilisation non restreinte de l'eau. Il a suggéré d'ajouter cet aspect à la liste des inconvénients dans le papier. De plus, Constantin a demandé des éclaircissements sur la méthodologie des six scénarios présentés dans le papier, en particulier pourquoi ces scénarios spécifiques avaient été choisis et lesquels seraient plus faciles à mettre en œuvre. Les auteurs ont répondu en expliquant que les deux premiers scénarios sont basés sur la littérature existante, tandis que les autres explorent des variations dans les prix et la qualité de l'eau. Ils ont mis en avant les dimensions culturelles et sociales, indiquant que l'application des scénarios du deuxième bloc pourrait être une option plus réalisable pour les décideurs politiques.
- Samson Bellières a exprimé son intérêt pour une collaboration et un échange d'informations sur le dessalement, offrant des perspectives précieuses sur la technologie, la production, les coûts et les types de consommateurs. Cette collaboration pourrait contribuer à une compréhension plus approfondie du dessalement et de ses implications, enrichissant ainsi la recherche.
- Nazli Demirel a soulevé une question sur la relation entre les augmentations de prix moyen et le coût des subventions. Les auteurs ont trouvé cette idée intéressante et ont reconnu son potentiel pour une exploration plus approfondie, suggérant qu'elle pourrait être une addition précieuse à

la recherche.

- Aldo Ravazzi a contribué à la discussion en soulignant l'importance des mesures de compensation et en proposant l'idée d'introduire un troisième et quatrième bloc tarifaire pour les gros consommateurs. Il a insisté sur la nécessité d'alternatives politiquement viables à l'annulation des subventions néfastes et a recommandé de tirer parti des mesures de l'OCDE pour protéger les groupes vulnérables.
- Lors de la discussion sur les subventions directes, les auteurs ont mentionné qu'il pourrait être difficile de les mettre en œuvre dans le contexte actuel mais ont mis en avant des bénéfices potentiels pour certaines catégories de la population, ajoutant ainsi une nuance aux considérations politiques.
- Un participant a suggéré d'utiliser le terme «estimation de coefficient» au lieu de «simulation» pour les scénarios, précisant que l'article estime les impacts sur la base des coefficients estimés. Cette suggestion vise à clarifier la terminologie de l'article et à mieux refléter la nature de la recherche.
- Aldo Ravazzi a proposé de développer l'idée des blocs tarifaires supplémentaires pour les gros consommateurs, en tenant compte des différents modèles de consommation, tout en soulignant la nécessité de mesures compensatoires. Cette suggestion s'aligne avec le thème général d'alternatives socialement acceptables aux subventions néfastes.
- Les auteurs ont clôturé la discussion avec un exemple pratique issu de l'enquête, illustrant comment les ménages avec plusieurs familles sur différents étages peuvent manipuler le système de facturation pour rester dans le premier bloc tarifaire. Cet exemple concret fournit un contexte aux défis et nuances associés aux systèmes de subvention.

Document 7. Incitations fiscales et transition énergétique d'un point de vue juridique : Analyse des meilleures pratiques adaptées à la décarbonisation de la région méditerranéenne

(Merve Ergun)

Résumé : Ce papier explore l'intersection critique entre l'énergie et la fiscalité. Concentré sur la région méditerranéenne, l'étude examine l'utilisation efficace des politiques fiscales pour accélérer

le processus de transition énergétique, en mettant particulièrement l'accent sur la décarbonisation de l'industrie de l'approvisionnement en électricité (IAE). En tenant compte du cadre juridique international et de la législation de l'UE, le papier aborde l'équilibre complexe nécessaire à la mise en œuvre de politiques efficaces.



Commentaire : Papier intéressant, la méthodologie de recherche implique une approche juridique comparative pour identifier les meilleures pratiques de soutien aux énergies renouvelables, en considérant les nuances socio-économiques et géographiques en Méditerranée. Le papier souligne l'importance de prendre en compte les effets des incitations et la proportionnalité dans la conception des

mécanismes fiscaux. Il distingue également entre les meilleures et les pires pratiques (ce qui est toujours utile), en mettant l'accent sur la nécessité de simplicité dans les mécanismes d'aide.

Synthèse des questions-réponses

- Constantin Tsakas a salué le papier pour avoir pris en compte les nuances socio-économiques et géographiques en Méditerranée et a reconnu les complexités juridiques entourant les mécanismes d'aide d'État. Il a posé une question sur la manière de s'assurer que les dispositions de l'UE sur les aides d'État influencent positivement les incitations et a demandé des éclaircissements sur les obstacles et défis juridiques, notamment dans les pays non membres de l'UE. Il a également suggéré d'explorer comment la Convention de Barcelone est mise en œuvre concrètement, ses mécanismes d'application et le degré de conformité, demandant à l'auteur de fournir des informations concernant l'impact réel. L'auteur a répondu en soulignant la variabilité dans l'application des règles d'aide d'État, même au sein de l'UE, et a mis en avant l'importance des recommandations générales basées sur les agendas de durabilité internationaux. Elle a discuté de l'importance des accords régionaux comme la Convention de Barcelone et a suggéré que ces accords accélèrent les procédures et fournissent des solutions en cas d'accidents.
- Constantin Tsakas a encouragé une exploration plus approfondie de la mise en œuvre pratique de la Convention de Barcelone dans les pays méditerranéens, en se concentrant sur la prévention de la pollution, les énergies durables et les initiatives d'économie verte. Il a souligné la nécessité d'obtenir des informations sur les mécanismes d'application, la conformité et la coordination entre les pays.
- Sevil Acar a suggéré d'inclure la coexistence des subventions aux combustibles fossiles et des subventions aux énergies renouvelables comme une mauvaise pratique, citant la confusion qu'elle crée sur le marché. Elle a également soulevé la question de l'utilisation des recettes des taxes carbone et propose d'explorer les moyens de traiter les impacts négatifs sur les parties vulnérables.
- Arnaud Terrisse a fait un commentaire général, exprimant le sentiment que les incitations fiscales en Méditerranée sont largement motivées par l'UE. Il a encouragé l'exploration de mécanismes spécifiquement applicables à la région méditerranéenne et des suggestions pour améliorer les mécanismes existants pour une plus grande efficacité.
- L'auteur a répondu en soulignant le contexte historique des transitions se produisant lorsqu'elles sont rentables, en liant les incitations fiscales à la facilitation de ce processus. Elle a mis en avant l'importance de la coopération internationale, d'un dialogue accru entre les pays et de la possibilité d'une dépendance énergétique mutuelle. Des clarifications supplémentaires seront fournies dans le document final.
- Guillaume Sainteny a demandé des précisions sur l'application du protocole offshore aux parcs éoliens offshore. L'auteur a reconnu l'erreur dans la présentation du protocole incorrect et a précisé que les parcs éoliens offshore sont associés aux dispositions relatives à la protection de l'environnement marin, et non au protocole offshore.

Région Méditerranéenne (Roberta Milo et Jeremie Fosse)

Résumé : Ce papier comble un vide crucial dans le discours sur la réforme des subventions environnementalement nuisibles (EHS) en introduisant le Cadre de Suppression et de Réforme des EHS Euro-Méditerranéen (EHS-MedFRAME). Le EHS-MedFRAME évalue non seulement les impacts socio-économiques et environnementaux de la réforme des EHS mais intègre également des mécanismes de responsabilité. Ce cadre stratégique de politique, adapté au contexte euro-méditerranéen, fournit des indicateurs clés pour surveiller les progrès et propose des mesures de responsabilité pour assurer la transparence dans le processus de réforme.



Commentaire : Papier bien structuré. Les résultats de cette recherche fournissent un cadre politique bien défini et un ensemble d'indicateurs clés pour surveiller et évaluer la suppression des EHS. Ce cadre commun est conçu pour rationaliser le processus de réforme des subventions, ce qui est très utile pour les décideurs.

Cependant, vous pourriez encore plus approfondir ; le papier manque d'une conclusion claire résumant les points principaux et les implications de votre recherche. De plus, il serait utile de détailler les recommandations politiques, en proposant des mesures concrètes basées sur la recherche et en fournissant des stratégies de mise en œuvre plus détaillées. Votre écriture serait plus engageante et plus facile à comprendre si vous incluiez des exemples concrets pour illustrer vos points. Par exemple, vous pourriez donner des exemples spécifiques de subventions environnementalement nuisibles ou de stratégies de réforme réussies.

Synthèse des questions-réponses

- Constantin Tsakas a apprécié la structure du papier et a soulevé un point crucial concernant les subventions destinées à bénéficier aux pauvres mais qui profitent parfois aux riches. Il a encouragé une exploration plus approfondie des complexités derrière ce phénomène. L'auteure a répondu en soulignant la nécessité d'un cadre complet avec des indicateurs sociaux pour surveiller et comprendre l'impact des subventions sur la société. Elle a cité l'exemple de la suppression progressive des subventions aux combustibles fossiles en Indonésie, qui a entraîné des impacts sociétaux et économiques positifs.
- Constantin Tsakas a suggéré de développer davantage comment l'intégration des considérations environnementales dans les processus budgétaires plus larges se produit, notamment en ce qui concerne la Stratégie de Budget Vert de la France. La discussion a souligné l'importance de comprendre comment différentes entités collaborent dans le processus de réforme, en mettant l'accent sur la coopération multi-parties prenantes. Le cas italien a également été discuté, avec Aldo Ravazzi fournissant des informations sur la création du catalogue italien des subventions environnementalement nuisibles et favorables. Il a mentionné le rôle du FMI dans la quantification des externalités et les efforts en cours au niveau de l'UE et de l'OCDE. L'auteure a mentionné l'importance des mesures compensatoires pour minimiser l'impact de la suppression des subventions sur la société. Elle a noté que la surveillance et la compréhension du processus sont cruciales pour des mesures compensatoires efficaces.
- Constantin Tsakas a suggéré d'ajouter un indicateur lié à l'impact du commerce international des réformes de subventions, notamment en évaluant comment les réformes influencent les

modèles d'exportation-importation, les balances commerciales et la compétitivité.

- Sevil Acar a recommandé des indicateurs pour la diversification sectorielle pendant la suppression des subventions aux combustibles fossiles et la réutilisation des revenus générés après la suppression pour des fins environnementales.
- Constantin Tsakas et l'auteure ont discuté des défis et des avantages de l'harmonisation des politiques à travers les frontières. La conversation a porté sur les cadres et forums potentiels pour faciliter la coopération transfrontalière, tels que le système UNEP/MAP, à explorer plus en détail dans la version finale du document.
- Antoine Lafitte a suggéré de développer davantage le cadre, y compris un titre plus long, une définition détaillée, des seuils cibles et des sources de données complètes. Il a proposé de discuter de ces aspects plus en détail lors de conversations bilatérales. Samir Maliki a également recommandé d'ajouter l'Indice de Développement Humain (IDH) comme indicateur économique, compte tenu de l'impact positif des subventions sur l'éducation et la santé. Nazli Demirel a exprimé son enthousiasme à l'idée de créer des indices pour les subventions nuisibles à travers les dimensions économiques, environnementales et sociales pour faciliter les comparaisons. Aldo Ravazzi a partagé des informations sur les conférences et événements à venir liés au budget vert et à la fiscalité environnementale. L'auteure a souligné que tous les commentaires seront traités dans le papier final.

Conclusion Générale

La synthèse des huit articles révèle une compréhension approfondie des enjeux critiques auxquels la région euro-méditerranéenne est confrontée. Bien que chaque papier aborde un aspect spécifique, **l'interconnexion** de ces défis devient évidente dans l'élaboration d'une stratégie régionale globale.

- Le besoin urgent d'une gestion durable des pêcheries en Méditerranée, souligné dans le Document 1, est lié à la transformation résiliente au climat du secteur touristique à Kusadasi discutée dans le Document 2. La surpêche et les impacts du changement climatique sont des préoccupations entrelacées, soulignant la nécessité d'une approche intégrée pour traiter les effets environnementaux et sociétaux. Le passage des subventions axées sur l'augmentation des capacités à celles axées sur la conservation, comme proposé dans la gestion des pêcheries, est en accord avec l'appel à une réorientation des priorités touristiques vers des impacts positifs dans le Document 2.
- Les subventions aux combustibles fossiles, examinées dans les Documents 3 et 4, émergent comme un fil conducteur affectant à la fois le secteur énergétique et les disparités de genre. Éliminer ces subventions devient un objectif commun pour améliorer l'efficacité énergétique, promouvoir les énergies renouvelables et aborder les effets néfastes sur les taux d'emploi féminin. De plus, les Documents 3 et 5 soulignent l'interconnexion des subventions aux combustibles fossiles avec le stress hydrique, soulignant la nécessité de politiques énergétiques durables en Algérie.
- L'accent mis sur la désalinisation dans le Document 6 se connecte au problème plus large des subventions à l'eau, en soulignant l'importance de passer des modèles de subventions absolues à des modèles ciblés. L'étude suggère qu'un changement dans les politiques de subventions, accompagné de l'intégration des énergies renouvelables, est crucial pour préserver l'intégrité écologique et le bien-être social face à la rareté de l'eau.
- Les Documents 7 et 8 soulignent tous deux l'importance des politiques efficaces, des

instruments fiscaux et de la coopération internationale pour parvenir à des pratiques énergétiques durables et respectueuses de l'environnement. Les recommandations de ces documents soutiennent la vision plus large d'une transition verte et d'une approche unifiée pour éliminer les subventions nuisibles, en accord avec les objectifs énoncés dans les autres documents.

La conclusion générale est claire : la région euro-méditerranéenne nécessite une approche intégrée, collaborative et durable pour aborder les défis interconnectés auxquels elle est confrontée. Cela implique un passage des subventions nuisibles à des pratiques axées sur la conservation dans les pêcheries, le tourisme et l'énergie. La transparence dans le reporting, l'engagement des parties prenantes et la coopération internationale sont des éléments essentiels de cette approche. De plus, les politiques inclusives en matière de genre et socialement responsables devraient être intégrales aux stratégies de développement régional.

Il est également nécessaire :

1. D'avoir une Gouvernance Adaptative : Compte tenu de la nature dynamique des défis. Les décideurs doivent être ouverts à la révision et à l'ajustement des stratégies en fonction des recherches en cours, des technologies évolutives et des conditions socio-économiques changeantes. Toutes les approches (positives) venant de toutes les côtes doivent être respectées.
2. D'aligner les Incitations : À travers divers secteurs, les politiques qui promeuvent des pratiques respectueuses de l'environnement doivent être complétées par des incitations économiques, rendant la durabilité non seulement une obligation morale mais aussi un choix financièrement viable pour les entreprises et les individus.
3. D'établir des Mécanismes Robustes de Suivi et d'Évaluation : Cruciaux pour suivre les progrès et l'impact des politiques mises en œuvre. Les évaluations régulières peuvent aider à identifier les domaines de succès, à souligner les défis et à guider les ajustements pour optimiser l'efficacité des initiatives en cours.

Dans ses mots de conclusion, Robin Degron a souligné plusieurs messages clés :

- La nécessité d'aborder de manière globale les défis présentés par les Objectifs de Développement Durable (ODD). Il a reconnu la nature interconnectée des problèmes environnementaux, de la pauvreté et de l'acceptabilité des mesures proposées.
- L'urgence de s'adapter au changement climatique dans la région méditerranéenne. Robin Degron a cité les avertissements des travaux de MedECC (Experts Méditerranéens sur le Climat et le Changement Environnemental) et a souligné la nécessité de l'adaptation, en tenant compte des scénarios de température spécifiques à la Méditerranée.
- La diversité parmi les États et les organisations administratives dans la région, soulignant les variations entre les différentes formes de gouvernance, telles que la dévolution par rapport à la déconcentration.
- La nécessité de passer des « Dépenses Brunes (Nuisibles) » aux « Dépenses Vertes » et des « Dépenses Fiscales » aux «



Taxes Écologiques » ou « Outils de Marché ». Il a souligné l'importance de la budgétisation publique verte et du financement de la transition écologique et de l'adaptation au changement climatique, ce qui pourrait faire partie d'un deuxième (futur) cycle de recherche. Il a ajouté la nécessité d'explorer le concept de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) dans la région, suggérant le besoin d'un nouveau modèle de RSE.

- Enfin, l'importance de la mesure, notamment dans le contexte de la révision de la Stratégie Méditerranéenne pour le Développement Durable (SMDD). Il a noté les travaux en cours du Plan Bleu sur la révision des Indicateurs de Développement Durable (IDD) avec un focus sur le tableau de bord central des IDD.







**Plan
Bleu**

PNUE/PAM Centre d'activité Régionale
www.planbleu.org